

DREAL-UD69-OA  
DDPP-SPE-IG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-22**  
**imposant des prescriptions complémentaires,**  
**à la société SCAL, pour l'installation exploitée**  
**au 65, Rue d'Italie - Aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 1978, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GALYS, dans son établissement situé sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1994, imposant des prescriptions complémentaires à la société GALYS pour le dépôt d'hydrocarbures liquides, qu'elle exploitait sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU l'arrêté de mesures d'urgence du 5 août 2005 ;

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2009 ;

VU l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2022 ;

VU la déclaration du changement d'exploitant de la société SASCA du 13 juillet 2017 ;

VU la télédéclaration du 8 septembre 2022, de changement d'exploitant au profit de la société Stockage Carburant Aviation Lyon (SCAL) ;

VU le dossier du 11 octobre 2024 de la société SCAL, présentant le bilan quadriennal du suivi des eaux souterraines et le plan d'actions pour l'arrêt du traitement ;

VU le rapport du 18 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 2 janvier 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT la demande d'arrêt du dispositif de traitement des eaux souterraines suite à la pollution de juin 2005 faite par la société SCAL en date du 14 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT la sensibilité des eaux souterraines autour du site avec la présence de deux captages AEP en aval hydraulique du site ;

CONSIDÉRANT l'apparition très épisodique d'hydrocarbures immiscibles dans les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT les faibles concentrations d'hydrocarbures mesurées dans les eaux souterraines en phase dissoute ;

CONSIDÉRANT les résultats de la mise à jour de 2008, relative aux modélisations de la migration des hydrocarbures réalisée par BURGEAP, qui indiquent l'absence d'impact sur les captages AEP y compris en l'absence de traitement sur les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que dans cette même étude, BURGEAP préconise la mise en place d'un réseau de suivi de la qualité de la nappe hors site en cas d'arrêt du dispositif de confinement ;

CONSIDÉRANT les demandes de l'inspection des installations classées du 26 mai 2011 et du 9 juillet 2015 concernant la mise en place d'un piézomètre supplémentaire à l'Ouest ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'encadrer la phase de test du dispositif d'arrêt du traitement des eaux souterraines, afin de ne pas engendrer d'incidence sur les intérêts protégés définis à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1**

La société SCAL mettra en place un piézomètre hors site, à l'Ouest.  
L'emplacement sera proposé à l'inspection des installations classées avant sa mise en place.

### **Article 2**

L'arrêt du traitement est autorisé pour 6 mois, à compter de la mise en œuvre du piézomètre visé à l'article 1.

Le dispositif de dépollution inactif devra rester sur site et pouvoir être remis en œuvre en cas « d'identification d'un risque d'incidence de nouvelles concentrations sur le milieu. »

### **Article 3**

L'ensemble des données de mesure de la qualité des eaux souterraines devront être transmis sur GIDAF dès réception des résultats de laboratoire.

L'inspection devra être informée sans délai pour tout dépassement des valeurs suivantes :

Piézomètres hors site :

- BTEX > 1 µg/l,
- HAP > 0,1 µg/l,
- HC C5-C40 > 1 mg/l

Piézomètre sur site en aval pollution :

- BTEX > 50 µg/l,
- HAP > 48 µg/l.

Le niveau statique et l'épaisseur de flottant devront également être suivis pour mettre en avant d'éventuelles dérives.

#### **Article 4**

Le premier mois, la surveillance sera effectuée de manière bimensuelle, sur l'ensemble du réseau piézométrique (10 Pz sur site existant, 3 Pz hors site existant, 1 Pz hors site à créer).

Les paramètres recherchés sont :

- HC C5-C40
- BTEX
- HAP
- Le niveau statique.
- L'épaisseur éventuelle de flottant.

#### **Article 5**

Du deuxième au sixième mois, la surveillance sera effectuée, de manière mensuelle, sur l'ensemble du réseau piézométrique (10 Pz sur site existant, 3 Pz hors site existant, 1 Pz hors site à créer).

Les paramètres recherchés sont :

- HC C5-C40
- BTEX
- HAP
- Le niveau statique.
- L'épaisseur éventuelle de flottant.

#### **Article 6**

L'exploitant transmettra un rapport à l'inspection sous 1 mois après la fin de phase de test.

Toutefois, si pendant l'arrêt, des concentrations inhabituelles en benzène et naphtalène (c'est-à-dire supérieures à celles mentionnées dans l'article 3) sont apparues dans tout ou partie des trois ouvrages de contrôle de la qualité des eaux souterraines en aval hydraulique du site qui n'ont jamais présenté d'hydrocarbures flottants : Pz102 sur site et Piézomètre Bouvarets et Puits Planaise hors-site ou dans le nouveau piézomètre visé à l'article 1, un plan d'actions sera immédiatement entrepris par la société SCAL et communiqué à l'inspection sous 15 jours et une étude sur l'incidence de ces concentrations sur le milieu sera réalisée et transmise à l'inspection sous 1 mois, afin de confirmer l'absence de risque vis-à-vis des captages A.E.P. Le pompage de confinement pourra alors être temporairement être remis en route le temps de mettre à jour la stratégie d'arrêt du dispositif de dépollution et, si nécessaire, de suivi des eaux souterraines.

Si les résultats restent inférieurs à ceux visés à l'article 3, le pompage ne sera pas relancé pendant le temps d'instruction par la DREAL du rapport de fin de phase de test. Le rapport visé au 1<sup>er</sup> alinéa sera accompagné de nouvelles modalités de surveillance.

#### **Article 7**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 8

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.  
Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1<sup>o</sup> par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,  
2<sup>e</sup> par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société SCAL au 65, Rue d'Italie-Aéroport de Lyon Saint-Exupéry 69124 COLOMBIER-SAUGNIEU, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## Article 9

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations par intérim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SCAL.